



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Environnement, du Climat  
et du Développement durable

Luxembourg, le

13 AVR. 2022

Canoë Kayak Luxembourg  
Madame Anne Jacoby  
7, rue Godchaux  
**L-1634 LUXEMBOURG**

**N/Réf.: 101809**

Madame,

En réponse à votre requête du 24 janvier 2022 par laquelle vous sollicitez l'autorisation d'organiser un rallye de canoë kayak en date du 15 au 18 avril 2022 sur les rivières suivantes :

- Clerve, de Clervaux à Kautenbach,
- Wiltz, de Tutschemillen à Goebelsmuehle,
- Sûre, de Heiderscheidergrund à Erpeldange,
- Sûre, d'Erpeldange à Echternach,
- Our, de Vianden à Wallendorf-Pont,
- Haute-Sûre, de Martelange à Pont-Misère,
- Our, de Ouren à Dasbourg,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée sous protection condition que les participants éviteront d'aborder les berges des cours d'eau durant le parcours entre le point de mise à l'eau des embarcations et le point de sortie s'abstiendront de faire du bruit ainsi que toute autre action susceptible de détruire ou de perturber la faune et la flore sauvages.

En cas de niveau trop bas, je me réserve le droit d'interdire ces activités pour éviter une destruction de la faune aquatique.

La manifestation ne pourra se dérouler qu'entre le lever et le coucher du soleil. Toute activité, illumination et bruit sur le site pendant la nuit sont interdits.

Pour les éditions suivantes, je vous prie de compléter votre dossier de demande avec une description détaillée du parcours.

En cas de contrôle, l'organisateur devra être à même de présenter la présente autorisation, respectivement une copie.

Le présent accord ne vaut que pour la période du 15 au 18 avril 2022.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

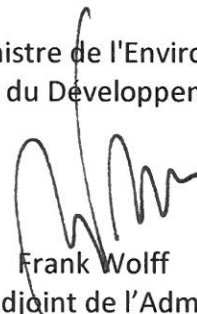
Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman**. Veillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Veillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement,  
du Climat et du Développement durable



Frank Wolff  
Directeur-adjoint de l'Administration  
de la nature et des forêts

Copies pour information :  
- Arrondissements EST, NORD et CENTRE-EST